

**ACCORD CADRE DE SERVICE RELATIF AUX PRELEVEMENTS ET ANALYSES DU
CONTROLE SANITAIRE DES EAUX EN CORSE**

N°ARSCORSE012025 du 21/03/2025

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

(C.C.T.P.)

Commun à l'ensemble des lots.

Procédure de passation : Appel d'offres ouvert
(article R2161-2 et suivants du code de la commande publique)

CCTP établi par référence à la réglementation relative aux marchés publics et aux dispositions de l'article
L. 1321-5 du code de la santé publique relatif aux :

Le présent CCTP comporte 5 annexes

ARS Corse
Direction Comptable et Financière
Affaires Générales, Immobilières et Juridiques
Quartier Saint Joseph
CS 13003
20 700 AJACCIO Cedex 9

SOMMAIRE

I - PREAMBULE	3
II - DESCRIPTION DES PRESTATIONS.....	4
<i>ARTICLE 1 : OBJET DE L'ACCORD-CADRE.....</i>	<i>4</i>
<i>ARTICLE 2 : PRESTATIONS A REALISER.....</i>	<i>5</i>
<i>ARTICLE 3 : DENOMINATION</i>	<i>5</i>
III - CONDITIONS D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE - DISPOSITIONS GENERALES	5
<i>ARTICLE 4 : AGREMENT DU OU DES LABORATOIRE(S) TITULAIRE(S) DE L'ACCORD-CADRE.....</i>	<i>5</i>
<i>ARTICLE 5 : RESPONSABLE TECHNIQUE DE L'ACCORD-CADRE</i>	<i>6</i>
<i>ARTICLE 6 : CONFIDENTIALITE.....</i>	<i>6</i>
<i>ARTICLE 7 : INTERPRETATION ET UTILISATION DES ANALYSES.....</i>	<i>6</i>
<i>ARTICLE 8 : DISPONIBILITE DU TITULAIRE</i>	<i>6</i>
8.1. <i>REALISATION DES PRELEVEMENTS.....</i>	<i>6</i>
8.2. <i>RECEPTION DES ECHANTILLONS POUR LES ANALYSES REALISEES EN LABORATOIRE</i>	<i>6</i>
8.3. <i>ACCUEIL TELEPHONIQUE</i>	<i>6</i>
<i>ARTICLE 9 : ASTREINTES DE FONCTIONNEMENT</i>	<i>7</i>
<i>ARTICLE 10 : INFORMATION EN URGENCE DE L'ARS DE CORSE.....</i>	<i>7</i>
IV - DISPOSITIONS RELATIVES AUX PRELEVEMENTS ET ANALYSES REALISEES SUR SITE	7
<i>ARTICLE 11 : PRELEVEURS.....</i>	<i>7</i>
<i>ARTICLE 12 : MODALITES DE REALISATION DES PRELEVEMENTS ET DES ANALYSES SUR SITE</i>	<i>7</i>
<i>ARTICLE 13 : ORGANISATION DES TOURNEES DE PRELEVEMENTS.....</i>	<i>8</i>
<i>ARTICLE 14 : FICHE DE PRELEVEMENT.....</i>	<i>8</i>
<i>ARTICLE 15 : TRANSPORT, CONSERVATION ET CONDITIONNEMENT DES ECHANTILLONS.....</i>	<i>8</i>
<i>ARTICLE 16 : TRAÇABILITE.....</i>	<i>8</i>
<i>ARTICLE 17 : GESTION DES ECHANTILLONS PRELEVES PAR L'ARS DE CORSE.....</i>	<i>9</i>
V - DISPOSITIONS RELATIVES AUX ANALYSES EN LABORATOIRE.....	9
<i>ARTICLE 18 : METHODES D'ANALYSE.....</i>	<i>9</i>
<i>ARTICLE 19 : DELAI DE MISE EN ŒUVRE DES ANALYSES.....</i>	<i>9</i>
<i>ARTICLE 20 : TRANSMISSION DES RESULTATS.....</i>	<i>10</i>
LISTE DES ANNEXES.....	10

I - Préambule

Les eaux destinées à la consommation humaine, les eaux de loisirs (eaux de piscines et eaux de baignades), les eaux desservant les entreprises alimentaires, les eaux embouteillées, ainsi que les eaux minérales et thermales, sont soumises à une obligation réglementaire de contrôle de la qualité prévue par le code de santé publique, dénommée « contrôle sanitaire des eaux ».

Les prestations de prélèvements d'échantillons d'eau et d'analyses en laboratoire de ces prélèvements d'eau font l'objet du présent accord-cadre.

L'accord-cadre est établi sur le fondement des articles L. 1321-5, L. 1332-6, L.1332-9 et L. 1322-13 du code de la santé publique.

L'article L. 1321-5 du code de la santé publique prévoit que :

- Le contrôle sanitaire des eaux destinées à la consommation humaine, qui relève de la compétence de l'Etat, comprend notamment des prélèvements et des analyses d'eaux réalisés par l'Agence Régionale de Santé ou un laboratoire agréé par le directeur général de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail, à l'exception des analyses de radioactivité qui sont réalisées par un laboratoire agréé par le ministre chargé de la santé. Un laboratoire établi dans un autre Etat membre de la Communauté européenne ou partie à l'accord sur l'Espace économique européen peut réaliser ces prélèvements et analyses, s'il justifie de moyens, de qualité de pratiques et de méthodes de contrôle équivalents, vérifiés par le directeur général de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail. Le laboratoire est choisi par le directeur général de l'Agence Régionale de santé. Ces analyses sont effectuées soit dans le cadre du programme de contrôle mentionné au c du 1° de l'article L. 1431-2, soit à la demande du représentant de l'Etat dans le département, soit à l'initiative du directeur général de l'Agence Régionale de Santé ;
- Le directeur de l'Agence Régionale de Santé est chargé de l'organisation du contrôle sanitaire des eaux. Il passe à cet effet, avec un ou des laboratoires répondant aux conditions du premier alinéa, le marché nécessaire. Il est le pouvoir adjudicateur du marché ;
- Le laboratoire titulaire du marché est chargé de recouvrer les sommes relatives aux prélèvements et analyses du contrôle sanitaire des eaux auprès de la personne publique ou privée responsable de la production ou de la distribution d'eau.

De plus, les articles L. 1332-6 et L.1332-9 du code de la santé publique relatifs aux eaux de loisirs (piscines, baignades naturelles et artificielles) et l'article L 1322-13 du même code relatif aux eaux minérales naturelles, précisent que les conditions de réalisation du contrôle sanitaire sont identiques à celles prévues pour les eaux destinées à la consommation humaine mentionnées à l'article L. 1321-5 susvisé.

Principales références réglementaires :

Missions et compétences des Agences Régionales de Santé :

- Article L. 1431-2 du Code de la Santé Publique

Agrément des laboratoires chargés du contrôle sanitaire des eaux :

- Arrêté du 5 juillet 2016 modifié relatif aux conditions d'agrément des laboratoires pour la réalisation des prélèvements et des analyses du contrôle sanitaire des eaux
- Arrêté du 30 décembre 2022 relatif aux conditions auxquelles doivent satisfaire les laboratoires réalisant les prélèvements et les analyses de surveillance des eaux conditionnées et des eaux minérales naturelles utilisées à des fins thérapeutiques dans un établissement thermal ou distribuées en buvette publique

Conditions d'intervention des laboratoires en charge des prélèvements et des analyses d'eau :

- Articles L. 1321-5, L. 1322-13, L. 1332-6 et L. 1332-9 du Code de la Santé Publique

Missions et compétences des Agences Régionales de Santé :

- Article L. 1431-2 du Code de la Santé Publique

Eaux destinées à la consommation humaine :

- Articles L. 1321-1 à L. 1322-33 et L. 1324-1 à L. 1324-4 et articles R. 1321-1 à R. 1321-63 du Code de la Santé Publique ainsi que les arrêtés pris en application de ces articles

Eaux de loisirs :

- **S'agissant des baignades naturelles**
 - Articles D. 1332-14 à D. 1332-38-1 et D. 1332-39 à D. 1332-42 du Code de la Santé Publique ainsi que les arrêtés pris en application de ces articles
 - Instruction n° DGS/EA4/EA3/2021/76 du 6 avril 2021 relative à la gestion en cas de prolifération de cyanobactéries dans les eaux douces de baignade et de pêche récréative
- **S'agissant des baignades artificielles**
 - Articles L. 1332-8 et L. 1332-9 et articles D. 1332-43 à D. 1332-54 du Code de la Santé Publique ainsi que les arrêtés pris en application de ces articles
- **S'agissant des piscines**
 - Articles L. 1332-1 à L. 1332-9 et articles D. 1332-1 à D. 1332-11 du Code de la Santé Publique ainsi que les arrêtés pris en application de ces articles

Eaux conditionnées (eaux minérales naturelles, eaux de source conditionnée et eaux rendues potables par traitement) et eaux minérales naturelles utilisées à des fins thérapeutiques dans un établissement thermal ou distribuées en buvette publique :

- Articles R. 1321-69 à R. 1321-95 et R. 1322-1 à R. 1322-67 du Code de la Santé Publique ainsi que les arrêtés pris en application de ces articles

Méthodes d'analyses :

- Arrêté du 19 octobre 2017 modifié (et ses annexes) relatif aux méthodes d'analyses utilisées dans le cadre du contrôle sanitaire des eaux
- Arrêté du 5 juillet 2016 modifié relatif aux conditions d'agrément des laboratoires pour la réalisation des prélèvements et des analyses du contrôle sanitaire des eaux

II - Description des prestations

Article 1 : Objet de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre a pour objet la réalisation :

- Des prélèvements d'échantillons d'eau et des analyses réalisées sur site dans le cadre du contrôle sanitaire des eaux : eaux destinées à la consommation humaine (eaux fournies par un réseau de distribution public ou privé, eaux utilisées dans les entreprises alimentaires, eaux servant à la fabrication de glace alimentaire ...), eaux de source ou rendue potable par traitement conditionnées, eaux minérales naturelles (conditionnées, utilisées à des fins thérapeutiques dans un établissement thermal ou en buvette publique), eaux de piscine, eaux de baignade (y compris les eaux de baignade artificielle) ;
- D'analyses réalisées en laboratoire sur les échantillons d'eau prélevés dans le cadre de ce contrôle ;
- Du transfert des échantillons prélevés vers le laboratoire chargé de procéder à leur analyse ;
- Du transfert des alertes et des résultats aux services départementaux de l'ARS de Corse ;
- De la transmission des alertes et résultats aux exploitants ;
- De la mise à disposition de l'ARS de Corse de matériel pour réaliser des mesures de terrain et/ou des prélèvements en vue d'analyse.

Les personnes bénéficiaires du présent accord-cadre sont :

- Les personnes responsables de la production ou de la distribution des eaux fournies par un réseau de distribution public ou privée offrant de l'eau au public ;
- Les personnes responsables d'une eau de baignade et de piscine ;
- Les exploitants d'une entreprise alimentaire, d'une usine de conditionnement ou d'un établissement thermal ;

L'accord-cadre concerne les deux départements de la Corse-du-Sud et de la Haute-Corse.

Article 2 : Prestations à réaliser

Les prestations de prélèvements et d'analyses concernent les 3 lots suivants :

Nature	Responsable technique et autorité compétente pour passer l'accord-cadre
Lot 1 : Prélèvements et analyses des eaux destinées à la consommation humaine, des eaux de source conditionnées et des eaux de loisirs dans le département de la Corse du Sud (2A)	ARS Corse
Lot 2 : Prélèvements et analyses des eaux destinées à la consommation humaine, des eaux de source conditionnées et des eaux de loisirs dans le département de la Haute-Corse (2B)	ARS Corse
Lot 3 : Prélèvements et analyses des eaux minérales naturelles conditionnées, utilisées à des fins thérapeutiques dans un établissement thermal ou distribuées en buvette publique dans les départements de Corse du Sud et de Haute-Corse	ARS Corse

L'ARS Corse élabore les programmes du contrôle sanitaire des eaux que le titulaire de l'accord-cadre doit réaliser (cf. annexes au présent CCTP).

Le programme de prélèvements et d'analyses énoncés dans le présent accord-cadre correspond à une valeur moyenne et peut évoluer (en fréquence et/ou en contenu), notamment pour les raisons suivantes :

- Modifications de la réglementation ;
- Ouvertures ou fermetures d'installations de production ou de distribution d'eau ;
- Modifications de l'activité et/ou des caractéristiques d'une ou plusieurs installations ;
- Demandes de prélèvements et d'analyses supplémentaires, afin de préciser un résultat et/ou de rechercher la cause d'un mauvais résultat d'analyse (cf. articles R1321-16, R1321-17, R1321-18, D1332-14 et D1332-17 du code de la santé publique) ;
- Diminution du nombre de prélèvements et d'analyses en raison de la prise en compte des analyses de surveillance réalisées par l'exploitant (cf. article R1321-24 du code de la santé publique).

A la notification de l'accord-cadre, un bon de commande reprenant le détail des prélèvements et analyses figurant dans les annexes du présent CCTP est fourni au titulaire. Des bons de commande complémentaires sont ensuite transmis au titulaire en tant que de besoin.

L'ARS Corse peut demander au titulaire, une modification du programme du contrôle sanitaire pour tenir compte d'impératifs d'ordre sanitaire, d'évolutions des installations ou de la réglementation.

Article 3 : Dénomination

Au titre du présent accord-cadre, le terme « titulaire » désigne le laboratoire unique, ou le groupement de laboratoires le cas échéant, retenu par l'ARS Corse pour l'exécution de la prestation.

III - Conditions d'exécution de l'accord-cadre - Dispositions générales

Article 4 : Agrément du ou des laboratoire(s) titulaire(s) de l'accord-cadre

Le titulaire de l'accord-cadre doit être un laboratoire agréé par le directeur général de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail, à l'exception des analyses de radioactivité qui sont réalisées par un laboratoire agréé par le ministre chargé de la santé pour la réalisation des prélèvements et des analyses du contrôle sanitaire des eaux en application :

- Des articles dédiés du code de la santé publique ;
- De l'arrêté du 5 juillet 2016, modifié par les arrêtés du 11 janvier 2019, du 6 avril 2020, du 25 février 2021 et du 30 décembre 2022, relatif aux conditions d'agrément des laboratoires pour la réalisation des prélèvements et des analyses du contrôle sanitaire des eaux ;

Le titulaire qui ne satisferait plus à une ou plusieurs conditions d'agrément s'engage à en informer sans délai l'ARS Corse.

Article 5 : Responsable technique de l'accord-cadre

Le titulaire désigne, par lot, un ou plusieurs correspondants techniques du contrôle sanitaire des eaux, y compris dans le cas de groupement d'entreprises, pour toutes les questions relatives à l'organisation du présent accord-cadre et notamment pour :

- La planification des tournées et le calendrier des prélèvements ;
- La réalisation des prélèvements ;
- La conservation et le transport des échantillons ;
- La mise à disposition des flacons ;
- Les délais de mise en œuvre et d'interprétation technique des résultats d'analyses ;
- Les délais de restitutions des résultats à l'ARS Corse ;
- L'opérationnalité de la liaison numérique de transfert des résultats vers l'ARS de Corse au format spécifié par cette dernière ;
- La mise à jour des installations et des PSV ;
- La traçabilité des travaux réalisés ;
- L'appui technique.

L'ARS doit pouvoir joindre par téléphone, le ou les correspondant(s) technique(s) du titulaire les jours ouvrés, du lundi au vendredi, pendant les plages horaires proposées par le titulaire.

Le titulaire fournit par courriel à l'ARS les coordonnées nominatives et les modalités de contact des correspondants techniques. Le titulaire s'engage à tenir cette liste à jour et à informer l'ARS de toute modification.

Article 6 : Confidentialité

Le titulaire est tenu à la plus stricte confidentialité concernant la communication à des tiers d'informations relevant de l'exécution du présent accord-cadre. Il lui est notamment interdit :

- De communiquer le planning des tournées de prélèvements d'échantillons d'eaux hormis pour les prélèvements nécessitant une prise de rendez-vous pour accéder aux points de prélèvements, afin de respecter le caractère inopiné des contrôles ;
- De communiquer les résultats d'analyses à d'autres destinataires que l'ARS de Corse et l'exploitant destinataire de la facturation (personne responsable de la production ou de la distribution d'eau pour les eaux des réseaux publics, personne responsable de la piscine ou de la baignade, exploitant de l'usine de conditionnement ou de l'établissement thermal pour les seuls résultats qui concernent la qualité des eaux dont ils ont la responsabilité) ;
- De communiquer les renseignements, documents et objets dont il a pris connaissance dans le cadre de l'exécution de la prestation ou en raison de sa présence sur les installations ;
- De répondre aux sollicitations directes de l'exploitant ou de toute autre personne quant à l'exécution du présent accord-cadre.

Article 7 : Interprétation et utilisation des analyses

Il est expressément interdit au titulaire :

- De fournir une interprétation sanitaire sur les résultats d'analyses objets du présent accord-cadre ;
- D'exploiter des données analytiques issues du contrôle sanitaire sans accord préalable de l'ARS de Corse et du responsable du site contrôlé.

Article 8 : Disponibilité du titulaire

8.1. Réalisation des prélèvements

Le titulaire doit, *a minima*, être en mesure de réaliser les prélèvements, chaque jour de la semaine du lundi au vendredi.

8.2. Réception des échantillons pour les analyses réalisées en laboratoire

Les jours d'ouverture du lieu de réception des échantillons sont identiques à ceux de réalisation des prélèvements, ces derniers pouvant être réceptionnés jusqu'à 17h.

8.3. Accueil téléphonique

L'ARS de Corse doit pouvoir joindre le ou les correspondant(s) technique(s) du laboratoire, pendant les jours et heures correspondant à la réception des échantillons.

Article 9 : Astreintes de fonctionnement

Le titulaire n'est pas soumis à des astreintes de fonctionnement, hors jours et heures ouvrables.

Néanmoins, les possibilités de réalisation des prélèvements et analyses hors jours et heures ouvrables, prévues le cas échéant dans l'offre du titulaire, nécessaires afin de répondre le cas échéant aux besoins émanant de l'ARS de Corse, sont mises en œuvre dans les conditions qu'il a précisées.

Article 10 : Information en urgence de l'ARS de Corse

Tout résultat d'analyse (mesure de terrain et/ou analyse réalisée en laboratoire) ou toute observation d'incident (lors des tournées de prélèvements notamment) révélant ou susceptible de révéler une non-conformité aux exigences de qualité réglementaires ou une dégradation importante de la qualité de l'eau doit faire l'objet d'une **information en urgence** de l'ARS de Corse par courriel le jour même.

Le titulaire est tenu d'informer l'ARS de Corse, suivant la même procédure, de toute impossibilité d'assurer le prélèvement et/ou l'analyse quelle qu'en soit la raison (arrêt de distribution, inaccessibilité du site de prélèvement, refus d'accès par les propriétaires ou les exploitants, panne de matériel, casse de flacon ...).

IV - Dispositions relatives aux prélèvements et analyses réalisées sur site

Article 11 : Préleveurs

Le titulaire est responsable du choix des personnes chargées des prélèvements pour son compte. Il veille à ce que ces personnes disposent des compétences adéquates et de la maîtrise suffisante des procédures de prélèvement. Il conserve à la disposition de l'ARS de Corse toutes les informations prouvant la formation, initiale et continue, et la qualification de ses agents assurant les prélèvements dans le cadre du présent accord-cadre.

Le titulaire est tenu d'informer l'ARS de Corse, au moins 15 jours avant leur entrée en fonction, du nom et de la qualification des agents chargés des prélèvements d'eau relatifs au présent accord-cadre, préalablement à toute prestation de ces derniers.

L'ARS de Corse fournit au titulaire un document d'identification à remettre à chaque préleveur, le désignant comme préleveur en application de la réglementation en vigueur pour le contrôle sanitaire des eaux.

Le code d'identification du préleveur doit être reporté sur tous les documents utilisés dans le cadre du présent accord-cadre (fiche de prélèvement d'échantillon d'eau, rapport d'analyses ...).

Les préleveurs désignés par le titulaire doivent porter une tenue vestimentaire adaptée, sécurisée et en parfait état de propreté (vêtement de travail) et doivent faire preuve d'un comportement exempt de tout reproche vis-à-vis des tiers (personnels des opérateurs, public ...) et de l'ARS de Corse.

Article 12 : Modalités de réalisation des prélèvements et des analyses sur site

Le titulaire doit respecter les textes réglementaires suivants en matière de prélèvements d'eaux :

- L'arrêté du 19 octobre 2017, modifié par les arrêtés du 11 janvier 2019 et du 30 décembre 2022, relatif aux méthodes d'analyse utilisées dans le cadre du contrôle sanitaire des eaux qui précise notamment dans son article 3 que :
« Les prélèvements et manipulations des échantillons, les récipients contenant les échantillons, les produits chimiques ou méthodes utilisés pour conserver un échantillon d'eau en vue de l'analyse d'un ou de plusieurs paramètres, le transport et le stockage des échantillons ainsi que leur préparation en vue de l'analyse ne doivent pas être susceptibles de modifier les résultats de celle-ci.
Sont réputés satisfaire à ces dispositions les échantillons d'eau qui sont prélevés et manipulés :
 - Selon la norme NF EN ISO 19458 s'agissant des paramètres microbiologiques ;
 - Selon la norme NF EN ISO 5667-3 s'agissant des paramètres physico-chimiques et radiologiques ; »
- L'arrêté du 5 juillet 2016, modifié par les arrêtés des 11 janvier 2019, 6 avril 2020, 25 février 2021 et 30 décembre 2022, relatif aux conditions d'agrément des laboratoires pour la réalisation des prélèvements et des analyses du contrôle sanitaire des eaux ;
- La circulaire DGS n°2002/243 du 22/04/2002 relative à la prévention du risque lié aux légionnelles dans les établissements de santé qui fixe dans la fiche 6, les modalités de prélèvement pour la recherche de légionnelles.

Le titulaire doit notamment respecter les prescriptions des normes et documents suivants :

- La norme NF EN ISO 19458 : Qualité de l'eau – Echantillonnage pour analyse microbiologique ;
- Le fascicule FD T 90-520 : Qualité de l'eau – Guide technique de prélèvement pour le suivi sanitaire des eaux en application du code de la santé publique ;
- Le fascicule FD T 90-521 : Qualité de l'eau – Guide technique de prélèvement pour le suivi sanitaire des eaux de piscines et baignades en application du code de la santé publique ;
- Le fascicule FD T 90-522 : Qualité de l'eau – Guide technique de prélèvement pour la recherche de *legionella* dans l'eau.

Article 13 : Organisation des tournées de prélèvements

Le titulaire met à la disposition des préleveurs l'intégralité du matériel et des équipements nécessaires aux opérations de prélèvement, de mesure de terrain et de transport des échantillons.

Le titulaire adresse à l'ARS de Corse un récapitulatif des prélèvements effectués, y compris les observations collectées sur le terrain, chaque semaine.

L'ARS de Corse peut, à tout moment, demander au titulaire, par voie informatique, par courrier ou par télécopie, d'effectuer des prélèvements supplémentaires dans un délai précisé.

Dans le cas exceptionnel où il serait impossible au titulaire d'effectuer une prestation dans le délai requis, ce dernier **notifie immédiatement**, par courriel, cette impossibilité à l'ARS de Corse. La décision d'accorder ou non un délai supplémentaire est du ressort de cette dernière.

Article 14 : Fiche de prélèvement

Le titulaire s'engage à remplir correctement et complètement les fiches de prélèvement reprenant les informations décrites dans l'annexe n°4 du présent CCTP à chaque prélèvement.

Les résultats des mesures réalisées sur site sont obligatoirement reportés sur la fiche de prélèvement.

Le préleveur note sur la fiche de prélèvement toute observation de terrain ayant un impact potentiel sur la prestation, tels que l'existence de travaux prévus, en cours ou récemment terminés ; le dysfonctionnement d'un système ; le fait qu'un échantillon puisse être non représentatif du fait de mauvaises conditions de prélèvement ...

Il pourra être demandé que le préleveur réalise et consigne sur la fiche de prélèvement un contrôle visuel de l'installation, de l'état de l'ouvrage de prélèvement ou du site de prélèvement baignades et de ses équipements, de l'hygiène des piscines, de l'affichage des résultats du contrôle sanitaire.

Article 15 : Transport, conservation et conditionnement des échantillons

Le titulaire est responsable du conditionnement des échantillons : utilisation d'un flaconnage adapté et ajout des réactifs nécessaires à la réalisation des analyses de laboratoire.

Le titulaire assure techniquement et financièrement :

- Le transport des échantillons depuis le point de prélèvement jusqu'au(x) laboratoire(s) où sont réalisées les analyses ;
- L'envoi des échantillons au(x) laboratoire(s) chargé(s) des analyses.

Le titulaire doit veiller à préserver toutes les caractéristiques physiques, chimiques et biologiques des échantillons d'eau depuis le point de prélèvement jusqu'au laboratoire où sont réalisées les analyses. Il a obligation de transporter les échantillons en vue d'une analyse microbiologique dans une enceinte réfrigérée et à température maîtrisée.

Le titulaire doit garantir que l'échantillon n'a pas subi de variation pendant l'envoi ou le transport, notamment s'il a recours à des prestataires pour le transport ou l'envoi. Il doit garantir que l'échantillon en vue d'une analyse microbiologique n'a pas subi de variation de température (conservé idéalement à 5°C, avec une tolérance de +/- 3°C), pendant toute la durée de l'envoi ou du transport et ne pas se contenter d'un simple contrôle de température à l'arrivée.

Le titulaire doit tenir à disposition de l'ARS de Corse les éléments écrits justifiant la traçabilité de cette garantie.

Article 16 : Traçabilité

Le titulaire doit disposer d'un système de traçabilité des données relatives à l'échantillon depuis son point de prélèvement jusqu'à l'émission du rapport d'analyses par le laboratoire.

L'ensemble des informations relatives au prélèvement doit être disponible instantanément en cas d'anomalies.

Article 17 : Gestion des échantillons prélevés par l'ARS de Corse

Le titulaire prend toutes mesures pour :

- Mettre à disposition de l'ARS de Corse des flacons et autres matériels nécessaires aux prélèvements réalisés par ces derniers ;
- Mettre à leur disposition un lieu de réception, de stockage et de conservation des échantillons prélevés, dont les coordonnées figurent dans l'offre du titulaire (*Ajaccio pour le lot n°1 et Bastia pour les lots n°2 et 3*).

V - Dispositions relatives aux analyses en laboratoire

Article 18 : Méthodes d'analyse

Le titulaire de l'accord-cadre doit respecter les textes réglementaires suivants en matière d'analyses d'échantillons d'eau :

- Pour les échantillons d'eau destinée à la consommation humaine, y compris les eaux minérales naturelles conditionnées et les eaux minérales naturelles distribuées en buvette publique, les eaux minérales naturelles utilisées à des fins thérapeutiques dans un établissement thermal, les échantillons d'eau brute d'origine superficielle et souterraine utilisée pour la production d'eau destinée à la consommation humaine, les eaux de baignade et les eaux de piscine : l'arrêté du 19 octobre 2017, modifié par les arrêtés du 11 janvier 2019 et du 30 décembre 2022, relatif aux méthodes d'analyse utilisées dans le cadre du contrôle sanitaire des eaux ;
- Pour les analyses de radioactivité des échantillons d'eaux destinées à la consommation humaine : l'arrêté du 12 mai 2004, modifié par l'arrêté du 9 décembre 2015, fixant les modalités de contrôle de la qualité radiologique des eaux destinées à la consommation humaine et la circulaire n° DGS/EA4/2007/232 du 13 juin 2007 relative au contrôle et à la gestion du risque sanitaire liés à la présence de radionucléides dans les eaux destinées à la consommation humaine, à l'exception des eaux conditionnées et des eaux minérales naturelles ;

Le titulaire doit utiliser les méthodes pour lesquelles il a été agréé et rendre les résultats sous accréditation.

Si exceptionnellement, pour des paramètres particuliers figurant dans l'arrêté du 5 juillet 2016 (produits phytosanitaires, chlorures de vinyle ...), le titulaire ne peut rendre les résultats conformes aux seuils de quantification définis par la réglementation et/ou les résultats sous accréditation, il devra s'en justifier par écrit auprès de l'ARS de Corse et veiller à adapter sa technique analytique pour répondre à ces exigences.

Article 19 : Délai de mise en œuvre des analyses

Les délais entre la prise en charge de l'échantillon d'eau et le début de l'analyse ne doivent pas excéder les limites décrites par le titulaire dans son offre.

Ces délais doivent au moins respecter les délais fixés par les normes en vigueur pour les analyses ou pour les prélèvements. En cas d'incompatibilité entre les délais fixés par les normes en vigueur pour les prélèvements et ceux fixés par les normes en vigueur pour les analyses, les délais fixés par les normes analytiques priment :

- Les analyses microbiologiques (à l'exception des analyses de virus) doivent être commencées le jour même du prélèvement et exceptionnellement le lendemain pour la flore totale ou le surlendemain pour les analyses de *legionella* ;
- Les analyses de carbonates, hydrogencarbonates, titre alcalimétrique (TA), titre alcalimétrique complet (TAC), conductivité, turbidité, nitrites, nitrates doivent être réalisées dans les 24 heures suivant le prélèvement ;
- Pour les dosages de micropolluants organiques, il convient d'extraire les échantillons dans les délais préconisés par les normes analytiques (24 heures à 4 jours selon les molécules) et de réaliser les analyses dans les 30 jours suivant le prélèvement (en général l'extrait est considéré stable un mois après l'extraction).

En cas d'impossibilité, le titulaire doit immédiatement s'en justifier auprès de l'ARS de Corse.

Article 20 : Transmission des résultats

Le titulaire transmet les résultats d'analyse dans les délais pour lesquels il s'est engagé dans son offre qui ne doivent pas excéder ceux mentionnés ci-dessous :

- Analyses de type A et R des eaux destinées à la consommation humaine : 1 semaine ;
- Analyses de type RP, RS, RSadd, RSad2, RC, B, Badd, à l'exclusion des analyses de radioactivité : 4 semaines ;
- Analyses de type RESS, TH et CDT :
 - Ress0, Ress2, CDT234 : 4 semaines ;
 - Ress1, TH1, CDT1 : 1 semaine (porté à 2 semaines si présence d'analyse de Legionelle) ;
- Analyses des eaux de loisirs : 1 semaine (porté à 2 semaines si présence d'analyse de Legionelle) ;
- Analyses de radioactivité des eaux destinées à la consommation humaine : 6 semaines ;
- Analyses de première adduction 1ADP et 1ADS : 6 semaines.

Le délai de transmission du résultat correspond au délai entre la réalisation du prélèvement sur site et la date de transmission sur format numérique valide, des résultats d'analyses à l'ARS Corse.

Le bulletin d'analyses transmis par le titulaire à la personne responsable de la production et/ou de la distribution d'eau (exploitant ou maire) ne doit pas comporter d'interprétation sanitaire de ces résultats.

Le titulaire transmet les résultats d'analyse sous format numérique (pour l'alimentation de la base de données « SISE-Eaux ») selon la forme et les modalités suivantes :

- Pour le transfert « ARS vers laboratoire » : l'ARS de Corse transmet le fichier des données nécessaires au titulaire selon la forme et les modalités définies dans l'annexe n°3 au présent CCTP ;
- Pour le transfert « laboratoire vers ARS » : le titulaire doit transférer les résultats des analyses par voie électronique à l'ARS de Corse sous forme de fichiers « ASCII » tels que définis dans le cahier des charges SISE-Eaux relatif à la liaison informatique « Laboratoire-ARS », joint dans l'annexe n°3 du présent CCTP. Il doit particulièrement vérifier la qualité du contenu des données transférées. Dans le cadre de la refonte du système d'information national Aqua-SISE, le futur format d'échange des données entre laboratoire et ARS sera effectué sur la base du format EDILABO (format disponible sur le site Eau France, <https://www.sandre.eaufrance.fr/notice-doc/edilabo-envoi-de-résultats-0>). Le cahier des charges de la « liaison laboratoire » sera donc amené à évoluer pour permettre l'intégration des données dans la base nationale Acqua-SISE. Dans ce cas, une documentation technique précisant les conditions d'utilisation du nouveau format dans Aqua-SISE sera transmis au titulaire qui s'engage à effectuer les actualisations nécessaires.

En cas d'intervention de plusieurs titulaires (co-traitants ou sous-traitants), les modalités de transfert des résultats vers le partenaire chargé de collecter et de transmettre tous les résultats à l'ARS de Corse sont décrites dans son offre.

Les résultats sont transmis en langue française.

Liste des annexes

Annexe n°1 – Listes des paramètres et mesures *in situ* par type d'analyse ;

Annexe n°2 – Liste des paramètres et mesures en laboratoire par type d'analyse ;

Annexe n°3 – Cahier des charges de la transmission informatique des résultats d'analyse vers le logiciel « SISE-Eaux » de l'ARS ;

Annexe n°4 – Liste des renseignements requis sur les bulletins de prélèvements ;

Annexe n°5 – Estimation du nombre de prélèvements et d'analyses annuel.